

F E D E C H O S E S

-----Pour le fédéralisme-----



Fédéchoses - *F093*

Pour la paix, la justice et



la démocratie mondiale

Une Europe unie



pour un Monde uni

1996 - 3^e Trimestre

N°93

DU CONSEIL EUROPEEN DE FLORENCE AU G7 A LYON : LES MILITANTS FEDERALISTES SUR TOUS LES FRONTS

Le samedi 22 juin à Florence, à l'occasion de la réunion du Conseil européen, l'Union européenne des fédéralistes fut à l'initiative d'une manifestation de 12000 personnes, rassemblant des élus, des syndicalistes, des militants associatifs et des fédéralistes venus de tous les coins d'Europe avec comme mot d'ordre : " Fédération européenne tout de suite !". Des militants de Rhône-Alpes étaient bien sûr présents (voir l'article de Daniel Hulas).

A l'occasion du G7 à Lyon, la dernière semaine de juin les militants fédéralistes européens et mondiaux étaient présents au sein du regroupement d'association et d'ONG " Reprenons l'Initiative " pour affirmer le " besoin de politiques mondiales centrées sur l'homme et la démocratisation des affaires internationales ".

Le récent rapport publié par le Parlement européen sur les positions des Etats membres au sein de la Conférence Inter-Gouvernementale destinée à réviser le Traité de Maastricht, montre que le gouvernement français tend à bloquer toute modification institutionnelle allant dans un sens fédéral.

Le Monde du 6 septembre 1996 titre : " A l'ONU, la France s'oppose à la création d'une Cour criminelle internationale ". Ainsi s'affirme en France, peut-être encore plus qu'ailleurs, la nécessité d'unir les efforts des fédéralistes européens et mondiaux. Si la Conférence Inter-Gouvernementale, dont les travaux devraient s'achever dans quelques mois, devait échouer à doter l'Union d'institutions démocratiques et efficaces, l'Europe ne tarderait pas à se diluer dans une vaste zone de libre-échange et perdrait ainsi toute capacité à montrer la voie vers l'établissement d'une démocratie mondiale.

FEDECHOSSES

- **Déclaration finale du Sommet des 7 Résistances**
par Wolé Soyinka p.6
- **Intervention de W. Pace à la table ronde sur le Tribunal Pénal International** p.8
- **Actualité du fédéralisme**
par Francesco Rossolillo p.14



AVIS AUX LECTEURS

Le nouveau comité de rédaction invite tous ses lecteurs à participer activement à la diffusion et éventuellement à la rédaction, de Fédéchoses.

Vous pouvez : nous transmettre des articles, nous écrire pour nous faire part de vos impressions, de vos observations, de vos conseils...

Vous pouvez également, faire parvenir gratuitement un exemplaire de Fédéchoses à quelqu'un, pour ceci renvoyez-nous le bon ci-dessous.

Fédéchoses vous remercie d'avance de vos courriers.

Composition du Comité de rédaction :

Jean-Francis Billion
Aude Bissuel
Roland Calba
Benoit Cassier
Didier Colmont
Daniel Hulas
Jean-Luc Prevel

Je désire faire recevoir à :

Nom (Majuscule) :

Prénom :

Adresse :

- ☐ le présent numéro
☐ Le numéro suivant
☐ Le numéro*

Demandé par :

* dans la limite stocks disponibles.

FEDECHOSSES-POUR LE FEDERALISME

Presse Fédéraliste
26, rue Sala - 69002 Lyon

Directeur de publication :
Jean-Luc PREVEL

C-E Imprimerie
5, rue Bugeaud - 69006 Lyon

Commission paritaire 56256

SOMMAIRE

- | | | |
|---|---|---|
| P 3 : Sommet de Florence : L'U.E.F | § | P 11 : L'actualité d'ALTIERO SPINELLI |
| mobilise l'opinion publique. | § | - colloque du 7 juin 1996. |
| P 4 : Si le (contre) G7 m'était conté... | § | - l'esprit d'Altiero Spinelli inspire |
| P 7 : " Christos et les chiens " pièce de | § | toujours les fédéralistes. |
| Vidosav Stevanovic. | § | P 13 : La vie des sections : Feyzin (69). |
| P 8 : Intervention de William Pace | § | P 14 : Actualité du fédéralisme. |
| (Directeur exécutif du Mouvement | § | P 16 : Appel des jeunes Européens au |
| Fédéraliste Mondial) à la table ronde | § | Sommet et à la C.I.G : " Les jeunes |
| sur le Tribunal Pénal International. | § | ont droit à une Europe unie. |
| P 9 : Le Front National n'est pas | § | |
| un parti d'extrême droite... | § | |
| ..." mais c'est tout comme !" | § | |

ABONNEMENT

NOM : PRENOM :
ADRESSE :

Normal : 50 F

Militant : 100 F

soutien 500F

- Chèque à l'ordre de " Presse Fédéraliste " 26, rue Sala 69002 LYON
- C.C.P 2490 82 P LYON (N° supplémentaires sur simple demande)

Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS

Sommet de FLORENCE

L'Union Européenne des Fédéralistes mobilise l'opinion publique

Le 22 juin la manifestation, à l'initiative de l'U.E.F. et de la J.E.F., a rassemblé 12.000 participants (selon la police). Composée pour l'essentiel de fédéralistes, elle comprenait également des militants syndicaux et des représentants de diverses organisations dont l'Association européenne des Enseignants. Tous ont défilé derrière le slogan " Fédération européenne tout de suite ". De nombreux élus figuraient en tête de la manifestation qui fut très colorée grâce aux centaines d'étendards des communes italiennes, banderoles et pancartes, costumes divers. On pouvait encore lire " Un gouvernement pour l'Europe ", " Union fédérale, oui, Europe des nationalismes, non ".

A l'arrivée du cortège (Piazza de la Signoria) un certain nombre de personnalités se sont adressées aux manifestants pour leur exprimer leur soutien :

- Le maire de Florence, Mario Primecerio,
- Marcelino Oreja - membre de la Commission européenne,
- Enrique Baron Crespo - député et ancien Président du Parlement européen,
- Emilio Gabaglio - Président de la Confédération européenne des syndicats,
- Les Présidents de la FERPA - Georges Debulle (Fédération Européenne des Retraités et Pensionnés) et de l'Association Italienne du C.C.R.E - Piero Badaloni, également Président de la Région du Latium.

Pour les organisateurs, Francesco Rossolillo, Président de l'U.E.F. et Kristin Bergensen, Vice Président européen de la J.E.F., ont pris la parole.

Le M.F.E.-France était représenté par des membres du Bureau, au sein d'une délégation de 15 personnes de l'Union européenne des Fédéralistes Rhône-Alpes, dont deux maires adjoints.

Enfin, il faut signaler que 500 jeunes, à l'appel de la J.E.F., en provenance de 25 pays européens ont tenu à Florence, avec le soutien des autorités locales et régionales, une " Convention européenne des jeunes " sur le thème " Les jeunes ont droit à une Europe unie ".

Le 21 juin, le "Forum permanent de la Société civile " a réuni près de 150 délégués de 75 organisations (dont l'U.E.F.) qui ont adressé une " mise en garde " aux gouvernements des pays de l'Union en exprimant les exigences prioritaires de la Société civile sur les sujets : citoyenneté, domaine économique et social, Institutions, Politique Étrangère et de Sécurité Commune.

Plusieurs personnalités sont venues dialoguer avec les délégués :

- Franklin Dehousse, représentant du Ministre des Affaires étrangères de Belgique à la Conférence Intergouvernementale,
- Gay Mitchell, Ministre d'État aux Affaires européennes de la République d'Irlande,
- Francisco Seixas Da Costa, Secrétaire d'État aux Affaires européennes du Portugal,
- Dr Wolfgang Wolta, Directeur Général du Bureau pour les Affaires économiques et L'intégration européenne du Ministère des Affaires étrangères d'Autriche,
- Un représentant du Gouvernement des Pays-Bas,
- Marcelino Oreja, membre de la Commission européenne.

Plus que jamais, l'Europe a besoin de l'action des Fédéralistes et de l'engagement de chacun d'entre nous.

Daniel Hulas

Contre sommet, sommet alternatif, parallèle, sommet plus, les appellations ont été diverses. Peu importe, l'essentiel était dans l'intention, les intentions plutôt puisque 2 démarches collectives étaient conduites, parfois divergentes, complémentaires le plus souvent, avec pour trait d'union le " Sommet des 7 Résistances ", véritable point d'orgue de l'ensemble de ces manifestations.

Si le (contre) G7 m'était conté ...

Avec l'arrivée à Lyon des marcheurs de l'A.C. (Agir contre le chômage) venant de différentes régions de France, le rassemblement suivi du défilé (Manufacture des tabacs - Bellecour, via Préfecture) de 12.000 personnes le samedi 22 juin (cortège rassemblant plusieurs dizaines d'associations, formations politiques et syndicats dont une importante délégation de la C.G.T. espagnole anarchiste, avec à sa tête Jacques Gaillot, Charles Fiterman, Alain Krivine, Anne-Marie Isler-Beguini (les Verts), Jean-Marc Eyraud (D.A.L.), Jean-Michel Drevon (F.S.U.), etc ...) jusqu'à la " Nuit mëtisse " aux Minguettes le samedi 29, les réunions, colloques ateliers, tables rondes, conférences de presse se sont succédés, parfois superposés, toujours dans un esprit de responsabilité, et surtout de citoyenneté, très développé.

Des 50.000 participants à la manifestation des syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., F.S.U., délégations espagnoles, italiennes, suisses) aux quelques dizaines d'auditeurs présents à tel ou tel autre atelier de l'Élysée (P.C. du collectif "Reprenons l'initiative"), la fréquentation a été très inégale mais permettait d'observer une constante : la conviction de chacun, la qualité des intervenants, de leurs propos, de la réussite de l'ensemble de l'organisation.

Dès samedi et dimanche 22 et 23 juin, les "Autres Voix de la Planète" (près de 150 associations, partis, etc...) s'étaient mises au travail dans plusieurs ateliers et

rassemblaient plus de 1.000 personnes pour un meeting central de clôture à la Bourse du Travail.

A l'invitation de Gérard Collomb, maire du 9ème, la Fondation Jean-Jaurès, dans le cadre de l'Internationale socialiste et animée par son président Pierre Mauroy, tentait, les 24 et 25 juin, de proposer une réponse à la mondialisation dans une perspective social-démocrate autour de John Kenneth Galbraith, économiste professeur à Harvard, Jacques Attali, Jean Le Garrec, des responsables d'Europe centrale, d'Amérique latine, d'Asie, etc... La Fondation concluait en marquant son attachement à des axes de propositions telles que le renforcement des Institutions internationales, la réforme de l'O.N.U., la création d'un Conseil de sécurité économique, entre autres.

Gilles Bona, maire du 1er, prenait le relais en proposant le lendemain soir de débattre " d'un développement durable et soutenable ", avec Dominique Voynet et plusieurs écologistes des quatre coins de la planète. Ensemble, ils redéfinissaient leur modèle de société, combinant, sans crainte de contradictions, solidarité, environnement, sens du patrimoine commun, qualité de vie, paix et justice sociale.

Tandis que le G.A.G. (Groupe anti G7 - regroupant plus généralement des mouvements libertaires) articulait au C.C.O. de Villeurbanne ses studieuses réunions de travail autour de revendications plus radicales, le collectif " Reprenons l'initiative " donnait son propre coup d'envoi par une Conférence de presse (à l'Élysée - rue Basse-Combalot - Lyon) pour présenter à une quarantaine de journalistes des médias locaux, nationaux et internationaux (Allemagne, Belgique, Brésil, USA, etc...) le contenu et le sens de ses différentes entreprises dont, à quelques pas de là et depuis 9 heures du matin, à la Mutualité, **le colloque sur l'Afrique**. Orchestrée par François-Xavier Verchave, président de Survie, et sa jeune équipe (dont Benoît Cassier), cette journée africaine proposa tout au long du jeudi 27 une réflexion sur

notre relation avec les pays d'Afrique, non fondée sur le mépris, ni le profit, mais accompagnée de réelle considération et d'idée de partenariat exprimées avec beaucoup de conviction et de lucidité par : Madame Binta Sarr (Sénégal) qui tentait, avec gravité mais sérénité, de faire partager ses propres attentes et sa confiance dans une forte implication des femmes dans les desseins africains, le nigérian - prix Nobel - Wole Soyinka, l'ivoirien Marcel Amondji, le professeur congolais Yengo, le sénégalais Hassan Ba. Les nombreuses interventions depuis la salle (plusieurs centaines de personnes), souvent passionnées, toujours pertinentes, ont pu donner la mesure de la part importante et essentielle que les pays du continent africain sont déterminés à prendre dans la construction de notre futur commun.

Les 7 Résistances

Environ 1.000 personnes ont répondu à l'appel du CEDETIM (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale) et d'AGIR ICI pour participer au Sommet des 7 Résistances.

A partir de sujets très divers, mais traités dans une tonalité semblable faite de dignité, de révolte mais aussi d'espérance pour demain, les auditeurs ont su marquer pendant plus de trois heures, au delà de l'émotion, souvent de l'indignation, une attention solidaire et responsable, aux paroles de Sélima Ghézali, journaliste algérienne, de José Dirceu, syndicaliste brésilien, de Ludmila Obraczova, mère d'un soldat russe en mission en Tchétchénie, de Guy Kervin médecin témoin de l'exclusion subie par un grand nombre de malades aux États-Unis, de Mohan Dinesh scientifique qui dénonce l'implantation sauvage et irréfléchie en Inde de certaines formes de technologie occidentale, du chinois Wang Fu Chen pathétique d'humilité et de reconnaissance envers l'auditoire ému par son propos sur l'interprétation particulière du gouvernement de son pays sur les droits civiques, de Jean-Baptiste Eyraud encore, président du D.A.L. (Droit au logement), de Magi Gueye déjà, porte-parole des *sans*

papiers, potentiel objet des mesures Pasqua et Debré, d'Igor Rajner bosniaque de Tuzla. Wole Soyinka, prix Nobel de littérature, concluait par une **déclaration finale** reproduite intégralement ci-après.

Le Tribunal pénal international

Plus technique, symboliquement organisée au Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation, la table ronde "**Impunité - T.P.I.**", animée par Philippe Richard, directeur de l'Institut des Droits de l'Homme (Lyon), a été marquée par l'intervention, documentée et très professionnelle de Paul Bouchet, ancien président de la Commission consultative des Droits de l'Homme, le rapport, assez pessimiste, de Honora Rakotomanana, Procureur adjoint du TPI pour le Rwanda, le témoignage amer de Svebor Dizdarevic, ancien universitaire de Sarajevo et, en conclusion de sa déclaration (reproduite in extenso dans ce numéro), la proposition de Bill Pace, directeur exécutif du W.F.M. et coordinateur du réseau international d'ONG pour une Cour Criminelle Internationale, de prendre le relais, le flambeau, et son invitation à participer aux manifestations qui marqueront les réactions au prochain sommet G7, à Denver, en 1997.

L'Arbre à palabres La Nuit métisse

Il était difficile d'imaginer mettre un terme à ces 7 journées de forte mobilisation, de telle intensité, de manière brutale et trop formelle. Une heureuse initiative de Bioforce et du Centre Culturel Boris Vian de Vénissieux a permis d'éviter un tel écueil. Ils proposaient aux différentes associations et ONG de se retrouver dès le samedi après-midi dans un coin de verdure des Minguettes pour quelques heures de détente, de rencontres, de débats plus ou moins thématiques sous l'arbre à

palabres, de musique et de beaucoup d'amitié et de convivialité. Les Citoyens du Monde, les Fédéralistes européens et Fédéralistes mondiaux improvisaient un stand commun, dans le voisinage de M.A.N., Agir ensemble pour les Droits de l'Homme. Amnesty et nombre d'associations de solidarité internationale. A un public souvent ignorant de ces appellations, ils pouvaient transmettre de l'information, remettre de la documentation, prendre des contacts, créer des liens avec les militants des stands voisins ...

Loin du fracas des festivités et somptuosités lyonnaises, encore que partiellement avortées par les défections des " monstres sacrés " tapageusement annoncés, les Minguettes ont retenti très tard dans la nuit des accords ... soutenus des musiciens participants et de l'enthousiasme spontané et sincère des 3 à 4 mille sympathisants présents.

(Contre) G7, et après ?

Selon les attentes et les ambitions, la réussite de ces différentes manifestations a été diversement ressentie. Les plus exigeants ont pu regretter la frileuse réponse des professionnels des médias et la discrète participation du public. Il faut pourtant prendre en compte l'actuelle timidité de l'engagement militant et se réjouir de l'exceptionnelle mobilisation de plus de 200 associations, formations et organisations de la société civile, s'en inspirer pour continuer à se rencontrer et travailler ensemble sur l'essentiel : approcher, informer, sensibiliser l'opinion et la convaincre.

Des rendez-vous sont pris pour cet automne.

Par leur projet de réseau pour le TPI, à l'exemple de celui du WFM, les Fédéralistes mondiaux et européens sont prêts à **poursuivre l'initiative.**

Roland Calba

DÉCLARATION FINALE SOMMET DES 7 RÉSISTANCES

Alors que s'achève le deuxième millénaire, nous vivons dans un monde inacceptable. Malgré les espérances engendrées par le progrès - progrès scientifique, développement des échanges, de la société internationale - une proportion croissante de la population du monde vit dans une situation de pauvreté et de précarité, corollaire de la mondialisation. Les conflits armés progressent, les libertés et les droits fondamentaux sont menacés, l'environnement se dégrade.

Le système du G7 se présente comme le pilote du cours général des affaires mondiales. Il est donc en situation de pouvoir et de responsabilité. Cependant ses orientations économiques vont à l'encontre du bien-être de la majorité (chômage massif, accroissement du fossé entre le "nord" et le "sud", augmentation de l'écart entre riches et pauvres de chaque société).

Nos résistances expriment des mouvements de la société qui se développent dans la diversité des cultures politiques, des forces sociales et des situations concrètes. Ces résistances fondées sur une légitimité qui ne procède pas des appareils d'état, se construisent dans le mouvement réel des sociétés, dans l'action quotidienne des citoyens, au travers de l'expérience spirituelle, matérielle et solidaire des peuples.

C'est sur la base de cette légitimité que nous témoignons de nos résistances. Elles sont l'expression d'une autre politique. Nous appelons le G7 à écouter ceux qui détiennent cette légitimité, qui va bien au delà des 7 résistances que nous représentons.

Le développement doit bénéficier à l'humanité toute entière et en premier lieu aux populations vulnérables. Ce n'est pas un concept abstrait. Sa valeur est fondée sur l'amélioration quotidienne des peuples. Les droits de l'homme font partie intégrante du développement et ne devraient jamais être sacrifiés au nom des lois du marché, de dogmes religieux et politiques au prétexte d'inégalité des sexes ou de supériorité ethnique.

Nous condamnons le soutien des nations industrialisées accordé à ceux qui violent les droits de l'homme. Nous regrettons que l'idée du développement passe avant le respect de la dignité humaine et des libertés fondamentales.

Nous déplorons la multiplication des guerres civiles ou régionales, aboutissant souvent à une quasi destruction de populations déjà fragiles. Nous appelons les nations industrialisées à contrôler la production et la fabrication des armes de destruction. Nous pensons que l'élimination des guerres est à la portée de l'humanité en cette fin de siècle et appelons tous les peuples à faire converger leurs consciences collectives pour réaliser cet objectif millénaire.

Christos et les chiens

de Vidosav Stevanovic

Cette pièce de théâtre, 3ème volet de la "trilogie de la neige et les chiens", a été interprétée dans le cadre du collectif "Reprenons l'initiative", qui a regroupé une cinquantaine d'organisations (ONG et associations de solidarité) - dont les fédéralistes mondiaux et le M.F.E. -, à l'occasion de la tenue du G7 à Lyon.

L'auteur, serbe antinationaliste, est né en 1942. Il obtient les plus grands prix littéraires à l'époque de la Yougoslavie ; traduit en plus de 20 langues, son militantisme antinationaliste et son opposition au régime serbe lui interdisent bientôt toute activité et le forcent à l'exil, d'Athènes à Paris.

L'interprétation par la Compagnie Fraction, dans une adaptation et une mise en scène de Jean-François Matignon, est une représentation, mieux, une irruption sur scène de l'enfer vécu par ces populations. C'est comme si les infernales visions de Lovecraft, ce romancier maudit, prenaient corps.

Les décors sobres campent l'univers sinistre qui va servir de cadre à la folie des hommes, à la dérive fasciste d'un nationalisme extrême. "Ceux que la peste nationaliste a transformé en chiens noirs pétris de haine, ne rêvent qu'aux moyens de poursuivre leurs exactions et leurs trafics. Les victimes innocentes, femmes et enfants, ayant souffert dans leur chair et leur âme, peuvent seulement espérer rendre l'horreur plus supportable, en attendant une improbable Rédemption"; tandis que les véritables responsables politiques poursuivent leur rêve de pouvoir et de conquête, dans un délire mégalomane, interprété par les acteurs dans des scènes remplies à la fois d'un pessimisme total et d'un humour désespéré, seul rempart à la folie pure.

Les éclairages de Laurent Matignon et la bande sonore de Catherine Maulet viennent convaincre le spectateur que les acteurs/victimes de cette tragédie évoluent dans un monde parallèle qui peut, à tout instant, télescoper le nôtre, si l'on n'y prend pas garde. Puis, brutalement, on se surprend à penser que c'est déjà notre monde. "Qu'est ce qu'on fera quand la guerre s'arrêtera ?" demande un milicien. "Quand je ne tue pas, je meurs" - "On fera ça aussi en temps de paix. Qu'est ce qu'on pourrait bien faire d'autre?" lui répond son chef.

De l'horreur indicible surgit une faible lueur, d'une brutale évidence "La guerre est la conséquence inévitable du mot nation, elle est le désir et le dessein de ceux qui prononcent ce mot. Toute nation qui s'aime doit haïr les autres nations, surtout les voisines, celles qui lui sont proches, apparentées par le sang, surtout celles qui la haïssent. Et tout est ou bon, ou juste prétexte à la haine : l'histoire, les comptes non réglés, les vieilles querelles, les territoires, la politique quotidienne, la langue, la construction d'usines ou le sport. La conséquence inexorable de toute haine est la guerre, déclarée ou non déclarée. Les prétextes sont nombreux, trop nombreux. Tout a pour objectif la guerre".

"Les peuples qui ne se souviennent pas de leur passé s'exposent à le revivre" disait le philosophe...

et lui répondait en écho un vieil ami très sage, trop tôt disparu :

"Europe à construire, monde à repenser : Ce ne sont pas les dirigeants des États qui peuvent le faire. Ce sont les peuples, les hommes, les citoyens".

Daniel Hulas

**INTERVENTION DE WILLIAM
PACE A LA TABLE RONDE SUR
LE TRIBUNAL PENAL
INTERNATIONAL
LYON, 28 JUIN 1996**

Je suis heureux d'avoir été invité à participer au Sommet alternatif **Reprenons l'initiative** et de parler dans le cadre de cette table ronde.

Je suis venu à Lyon pour représenter le **Mouvement Fédéraliste Mondial et la Coalition des ONG pour une Cour criminelle internationale**. Je vous apporte le soutien du Président du MFM, Sir Peter Ustinov. Je viens d'avoir à Paris des réunions importantes avec la **Fédération Internationale des Droits de l'Homme** et ai participé hier, à Strasbourg, à une réunion importante au Parlement européen et au Conseil de l'Europe sur les tribunaux Ad hoc. De Lyon, je partirai pour la Haye afin d'assister aux auditions du Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie durant lesquelles un panel de juges écoutera les dépositions mettant en évidence les accusations de crimes de guerre portées contre Messieurs Karadjic et Mladic. A l'occasion de ces auditions, on attend que la Cour émette un mandat d'arrêt international à leur encontre. J'y rejoindrai d'autres ONG, membres de notre Coalition, **Amnesty International** et **Human Rights Watch** puis je rentrerai à New-York pour préparer la seconde session du Comité préparatoire des Nations unies sur la Cour criminelle internationale.

Le Sommet alternatif est plus qu'une protestation, plus qu'un forum ouvert à des voix politiques différentes. Il est également l'expression d'une citoyenneté et d'une solidarité globales. Il représente la démocratie face à une réunion de la coalition de pouvoirs actuellement la plus antidémocratique dans le monde.

Les chefs d'Etat du G7 affirment être à la tête d'Etats démocratiques, mais leur défaut commun est l'opposition à l'extension des principes de la démocratie à la sphère des décisions politiques internationales. Même si l'on accepte la philosophie politique cynique qu'un Gouvernement ne peut rien produire de bon mais au mieux réduire le mal (de même que les tribunaux sur les crimes de guerre ne produisent pas le bien mais redressent le mal), l'on doit soutenir la demande faite aux responsables politiques de respecter les règles démocratiques dans leurs processus de décision. Si nous ne demandons pas aux responsables des pays du G7 de rendre des comptes, nous aurons le monde qu'ils soutiennent, c'est-à-dire un monde d'apartheid économique et politique, strictement divisé entre les nantis et les nécessiteux.

Je suis ici pour proposer trois points fondamentaux que le MFM juge interdépendants :

1. Promouvoir le concept de l'interdépendance entre le renforcement du rôle de la loi et la protection des droits de l'homme. Le MFM est honoré d'avoir été choisi comme coordinateur de la **Coalition des ONG pour une Cour criminelle internationale** dont le but principal est la création d'une Cour criminelle juste et respectée. La Coalition réunit un réseau important d'ONG et d'experts en droit international pour développer des stratégies sur les thèmes juridiques et politiques concernés. Le but principal est de faire connaître la Coalition auprès des organisations de la Société civile (organisations pour les droits de l'homme, pour le droit international, religieuses, pacifistes, féministes, de parlementaires, ...) et d'obtenir leur soutien.

La création d'une Cour criminelle internationale permanente devrait constituer l'avancée la plus significative, depuis la création des forces de maintien de la paix de l'ONU, dans le fonctionnement de la communauté mondiale et des Nations unies, en ce qui concerne leur capacité à maintenir la paix et la sécurité internationales. Ce serait une étape majeure dans l'accroissement du rôle de la loi au détriment de la force dans les relations entre les nations. Le succès ou l'échec des tribunaux Ad hoc pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda affecteront substantiellement les négociations pour la création de la CCI.

2. Je suis ici pour vous demander votre soutien pour la démocratisation des Nations unies et des relations internationales et intergouvernementales. Un Conseil de sécurité dominé par les vainqueurs de la Seconde guerre mondiale avec cinq membres permanents ayant un droit de veto sur toutes les décisions de l'ONU est inacceptable. Nous ne pourrions pas soutenir une Cour criminelle internationale qui serait simplement un nouveau moyen de pression aux mains de l'actuel Conseil de sécurité. Ce dernier doit être redéfini pour refléter le monde de 1996 et non celui de 1946. Sa réforme doit être seulement un volet de la démocratisation du système entier des Nations unies et de celle des processus de décision dans les affaires internationales, qu'il s'agisse du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale ou de l'Organisation mondiale du commerce.

Ce contre-Sommet est une force vitale dans ce processus historique.

3. Rappeler que de même qu'il ne peut y avoir de paix sans justice, il n'y a pas de justice sans paix. Une condition fondamentale pour le développement du bien-être sur cette planète est le besoin d'une réduction drastique des dépenses militaires ainsi que de la production et du commerce des armes conventionnelles, nucléaires et de destruction massive. Les pays du G7 sont responsables pour plus de 70 % des 800 milliards de dollars de dépenses militaires annuelles dans le monde. A cette fin, le MFM est en contact avec des organisations pacifistes de premier plan afin d'organiser une **Conférence citoyenne pour la paix** en 1999 à La Haye, à l'occasion du centième

anniversaire de la première Conférence pacifiste internationale. Après la série extraordinaire de Conférences mondiales sur l'enfance, l'environnement et le développement soutenable, les droits de l'homme, la protection des petites îles, la population, le développement social, les villes et l'habitat et enfin sur les femmes, nous pensons que la dernière Conférence du siècle devrait être centrée sur la Paix. Elle devrait être organisée cette fois par la société civile internationale et non par les gouvernements. Au lieu d'être invités à leurs Conférences, nous les inviterions à la nôtre.

L'un des points forts de cette Conférence devrait être l'établissement de la Cour criminelle internationale permanente. La mondialisation ne peut être stoppée mais elle doit être démocratisée. Certaines formes de mondialisation ne sont pas mauvaises : celle de la protection des droits de l'homme, celle du désarmement et de la réglementation du commerce des armes, celle de

l'interdiction des mines anti-personnel et des moyens de destruction de masse, celle, enfin, permettant la création d'une Assemblée parlementaire des Nations unies.

L'année prochaine, le G7 se réunira dans ma propre ville, à Denver, aux Etats-Unis. J'espère que nous serons rejoints par d'autres organisations pour organiser un contre-Sommet à Denver que prépare déjà activement la **World Federalist Association** et différents groupes pacifistes.

Je souhaite amener au contre-Sommet de Denver le message du Sommet alternatif de Lyon, celui du besoin de politiques mondiales centrées sur l'Homme et de mécanismes internationaux pour la paix, la protection des droits de l'homme et la démocratisation des affaires internationales.

(traduit de l'anglais par Jean-François Billion)

LE FRONT NATIONAL N'EST PAS UN PARTI D'EXTRÊME DROITE, mais... "c'est tout comme !"

Pendant quelques mois, apparemment lassé des jeux de mots, sulfureux ou parfois bécassons, du genre "DURAFOUR...CREMATOIRE" "PEDE...RALISTES EUROPEENS", Jean-Marie Le Pen avait trouvé un nouveau jeu pour amuser la galerie et le bon peuple : il faisait des procès (et parfois même les gagnait dans un premier temps, avant que la justice de la dou(1)ce France ne se ressaisisse -celà est arrivé au Monde²) aux organes de presse qui oseaient le qualifier, lui et son parti, de l'odieux (voire de l'infamant ! ; c'est lui qui le disait - bien sur ! pas nous) qualificatif "d'extrême droite".

Nous ne souhaitons pas nous insérer dans un débat pour initiés de la politique mais ne résistons pas à l'envie d'apporter ceux éléments pour éclairer ceux qui auraient encore eu besoin de l'être (les pòvres !).

C'est, en outre, l'occasion de rendre un hommage mérité au travail du Centre de recherche et d'information antiraciste (CRIDA).

* Le 1^{er} juin 1996 Le Monde a publié une brève fort intéressante et qui, même pour les plus aveugles, devrait se passer de commentaire et suffire à disqualifier pour longtemps le



"Le Monde" du 16/09/1996

CRIDA Centre de recherche, d'information et de documentation antiraciste

Créé en 1993, le CRIDA dispose d'une documentation en plusieurs langues remontant aux années 1970.

Depuis 1995 il publie un rapport annuel sur le racisme et les activités d'extrême droite dans les divers pays européens. Ces rapports très documentés sont composés outre la préface, de deux sections, *Horizon*, présentant l'état de l'extrême droite dans les divers pays, et, *Diagonales*, abordant divers sujets de manière thématique.

Lire en particulier : "Les droites extrêmes au Parlement européen" (1995) et pour ce qui concerne les multiples groupes fascistes qui polluent l'idée européenne "Le Front européen de libération" (1995), "La Nouvelle droite, le temps des remous" (1995), "Révision" (1996) et "L'euro-hooliganisme" (1996).

Adhésion : individuel 250 francs
institutions 2.000 francs
(tarifs étudiant et association sur demande).

CRIDA
21 TER RUE VOLTAIRE - 75011 PARIS
FAX 33 (1) 43.72.15.77

Front national de toute prétention à se réclamer d'une quelconque normalité ou respectabilité démocratiques : "FRONT NATIONAL : Dominique Chaboche, vice-président du FN, chargé des affaires internationales, et Jacques Dore, conseiller régional de Bretagne, ont assisté, du 16 au 20 mai, en Serbie, au congrès du Parti radical serbe, présidé par Vojislav Seselj".

Adage populaire ne sachant mentir, "dis moi qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es." Qui sont donc Vojislav Seselj et le parti qu'il dirige ?

"La montée du Parti radical serbe de Vojislav Seselj commence en 1991... Seselj ne craint pas de s'avouer fasciste à qui veut l'entendre. Sa vision de la Grande Serbie, outre la Voïvodine et le Kosovo, comprend aussi la Macédoine, toute la Bosnie-Herzégovine ainsi que les deux tiers de la Croatie. Monarchiste, il se réclame de la lignée des Tchétchiks les plus extrémistes des années 40. Au début du conflit avec la Croatie, ses hommes et lui jouent les agitateurs en Slavonie et en Krajina, n'hésitant pas à déclencher les incidents les plus graves et à inciter à la haine ethnique... On lui attribue une bonne partie des atrocités dans les régions occupées et un zèle certain dans l'application du "nettoyage ethnique", à tel point qu'il est placé en tête de la liste des criminels de guerre établie par le Département d'Etat américain".

* Il y a six ans un groupe de joyeux drilles s'amusait à visiter nuitamment un cimetière (juif), casser des stèles funéraires, déterrer un cadavre avant de s'efforcer de l'empaler avec un manche de parasol (pas un manche de pioche, ce dernier étant utilisé pour les arabes, vivants, évidemment). Bien sûr tout le monde supputa une action de l'extrême droite.

Jean-Marie Le Pen -qui ne s'était pas encore douté qu'ils n'étaient ni lui ni le FN d'extrême droite, et ne sauraient donc être concernés- s'efforçait dès lors de dédouaner l'extrême droite de cette équipée. Au point de réclamer

plus tard des "excuses d'Etat" contre une si terrible machination.

La vérité a fini par éclater et quelques skinheads, proches ou anciens militants du Parti nationaliste français et européen (PNFE), ont avoué. Jean-Marie Le Pen, 'pourtant pas concerné car pas d'extrême droite' et n'ayant rien à voir, pas plus que le FN, avec le PNFE, a immédiatement organisé une conférence de presse pour réaffirmer sa thèse de la machination politico-policière.

Ses efforts laborieux n'auront pas empêché depuis lors l'un des profanateurs dans une lettre à son avocat de le reconnaître... "j'ai compris plus tard que j'avais été influencé par les discours de haine et xénophobes du Front national".

Sans chercher par ailleurs des puce(s) au FN⁶, qu'il soit permis de rappeler comme l'a fait *Le Monde* (2 août) que la dernière secrétaire du PNFE, Michèle Dall'Ara, avait été élue en 1989 au conseil municipal de Villepinte à la tête d'une liste du FN ; un exemple parmi (tant) d'autres.

Sans doute lassé de l'insuccès de ses efforts pour paraître respectable, où plutôt le naturel étant revenu au galop, Jean-Marie Le Pen a ces dernières semaines redoublé d'efforts dans l'ignominie, en alliant selon les jours, les humeurs ou les publics, les balivernes sur l'inégalité des races, les condamnations des Etats-Unis ("principal vecteur du mondialisme" 1) ou l'exploitation peu scrupuleuse d'un meurtre gratuit..., ne reculant à son habitude devant aucune vilanie pour arrondir son fonds de commerce électoral.

Il est important pour les fédéralistes européens et les mondialistes, deux des cibles privilégiées des attaques verbales de Le Pen, de dénoncer le FN et le fascisme, qu'il porte comme la nuée porte l'orage. C'est d'ailleurs leur attitude constante depuis leur engagement dans la Résistance qui les a vu naître par refus de la guerre et du totalitarisme.

Alors que les classes politiques européennes s'avèrent par égoïsme et étroitesse de vue incapables de

trouver les remèdes à la crise de l'Etat national et donc des sociétés qu'il enferme nous devons réaffirmer nos propositions pour bâtir avec la Fédération européenne le repart fédéral de la démocratie.

Jean-Francis Billion

⁶Variante hautement plus intellectuelle du même individu, "FEDE... RASIES EUROPEENS".

⁷Pour un point récent lire "Le Front national perd un nouveau procès contre 'Le Monde'", *Le Monde*, 14 septembre 1996.

⁸Extrait de "Serbie" (pages 193 à 198), dans l'article consacré à l'ex-Yougoslavie (pages 189 à 208), in CRIDA, Rapport 1995 - racisme, extrême droite et antisémitisme en Europe (288 pages). D'autres précisions sont apportées par le CRIDA sur ces sympathiques (ou folkloriques, comme l'on voudra) compagnons de route ou correspondants (comme l'on voudra, aussi) du Front national dans le rapport du CRIDA pour 1996 ; en particulier sur la manière dont les outrances de Seselj ont permis au président serbe Milosevic de passer pour un tendre agneau et un démocrate bon teint (lui aussi ?) malgré ses mains trempées dans le sang des peuples de l'ex-Yougoslavie !

⁹Voir pour les aspects politiques, les seuls qui nous intéressent ici, les articles parus il y a quelques semaines dans la presse quotidienne, par exemple dans *Libération*, "Le PNFE, groupuscule néo-nazi français" (2 août 1996) et "Carpentras : Le Pen joue les victimes" (3-4 août 1996) et *Le Monde* "Le PNFE une formation néonazie" et "1990-1996, de l'extrême droite à l'extrême droite" (2 août 1996), "Les 'crânes rasés', de la révolte sociale à l'adoration de Hitler" (3 août 1996) et "Pour M. Le Pen, la profanation de Carpentras est une affaire 'banale'" (4 et 5 août 1996).

¹⁰Bertrand, de la profanation au repentir", *Libération*, 12 septembre 1996.

¹¹Aux dernières nouvelles Jeanne d'Arc n'a toujours pas sa carte. Clovis non plus d'ailleurs.

L'ACTUALITE D'ALTIERO SPINELLI

Le texte qui suit a été prononcé par le Président de l'Union des Fédéralistes Européens, Francesco Rossolillo, à l'occasion du colloque européen de l'UEF et de JEF en hommage à Altiero Spinelli, le 7 juin 1996 au Parlement Européen à Bruxelles.

Les grands hommes jouent un rôle important dans l'histoire, dans la mesure où leur enseignement peut être repris par les contemporains et utilisé pour les batailles du présent et de l'avenir.

C'est à ce titre que l'enseignement d'Altiero Spinelli est d'une grande importance pour la révision du Traité de Maastricht.

Spinelli a joué un rôle essentiel pour les fédéralistes en tant que fondateur du mouvement fédéraliste européen. Il a en effet laissé une trace définitive dans la mémoire collective des fédéralistes en prenant la décision, à Ventotene durant les années d'emprisonnement, de consacrer sa vie entièrement et uniquement à la lutte pour la fédération européenne.

C'était la première fois dans l'histoire qu'un homme prenait une telle décision existentielle de fixer comme unique but de son activité politique la lutte pour le fédéralisme européen. Cette décision doit être comprise dans toute son importance fondamentale. Elle présente deux caractéristiques qui sont d'ailleurs étroitement liées.

Pratiquer la lutte politique quotidienne

La première caractéristique consiste en la prise de conscience de Spinelli qu'il ne suffit pas de se rendre compte du fait que l'union politique de l'Europe est l'alternative essentielle de notre époque. D'autres, avant Spinelli, avaient déjà fait ce constat. C'était le cas des fédéralistes anglais avant la guerre et de Luigi Einaudi dont les écrits, d'ailleurs,

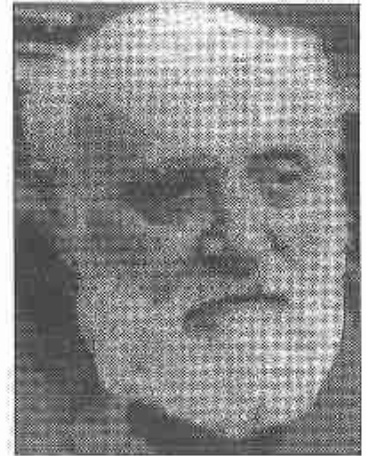
ont inspiré la réflexion de Spinelli à Ventotene. Ce qui caractérise la décision de Spinelli, c'est qu'en ayant compris que la véritable alternative est celle de l'Europe, il a pris sur lui la responsabilité d'assumer cette lutte en tant que but essentiel de sa vie. Il est ainsi passé de la prise de conscience à la pratique de la lutte politique quotidienne.

Spinelli a commencé son action dans la solitude la plus absolue. Il a cherché ses compagnons de lutte un par un en affrontant cette solitude qui caractérise les vrais fondateurs. Telle est l'empreinte profonde qu'a laissé Spinelli dans la mémoire des fédéralistes. Elle leur a permis, à diverses occasions, de continuer leur action, même lorsqu'ils se sentaient trop seuls et que le combat leur semblait pratiquement perdu. Il a toujours repris !

Le souvenir de la constance, du courage de Spinelli et de la force de conviction dont il a fait preuve en affrontant la condition d'homme seul face à un problème aussi énorme que celui de la construction de l'Europe, a donné aux fédéralistes le courage nécessaire dans les moments les plus difficiles de leur activité.

Créer de nouveaux pouvoirs

La deuxième caractéristique de la prise de conscience de Spinelli a été sa compréhension du fait que le combat pour l'Europe ne peut pas passer par la conquête des pouvoirs nationaux. Il s'est rendu compte, dès le début de sa réflexion, que pour arriver à mener cette lutte à terme, il fallait créer de nouveaux pouvoirs qui ne pouvaient pas être constitués en passant par la conquête des pouvoirs existants.



Cette prise de conscience a poussé Spinelli à adopter une attitude nouvelle par rapport à la politique nationale. Il a pratiquement refusé les clivages traditionnels, les clivages partisans qui sont déterminés par les enjeux de la politique nationale. Il s'est tenu à l'écart de cette dernière et s'est consacré à chercher une nouvelle voie en affrontant une bataille extrêmement difficile pour créer de nouveaux clivages. Une phrase du manifeste de Ventotene est restée célèbre. Elle constitue, d'un certain point de vue, l'acte de fondation du fédéralisme européen. Il s'agit de la phrase dans laquelle Spinelli dit qu'après la seconde guerre mondiale, " la ligne de démarcation entre les partis progressistes et les partis réactionnaires ne suit plus désormais la ligne formelle du degré plus ou moins élevé de démocratie ou de socialisme à constituer, mais la ligne fondamentale la plus récente séparant ceux qui considèrent comme but essentiel de la lutte l'objectif de jadis, c'est à dire la conquête du pouvoir politique national et ceux qui considèrent comme tâche essentielle, la création d'un état international solide ". Tel est l'enseignement majeur que Spinelli nous a légué et que beaucoup de fédéralistes ont suivi en tentant de créer de nouveaux clivages tout en refusant les anciens.

Francesco Rossolillo

ALTIERO SPINELLI

Altiero Spinelli, né par hasard au Brésil en 1907, est mort le 23 mai 1986 à Rome.

Revenu en Italie il adhère à dix sept ans aux jeunesses communistes et est arrêté puis condamné en 1928 par le tribunal spécial fasciste à seize ans et huit mois de prison puis de résidence forcée dans les îles de Ponza et plus tard de Ventotène.

En 1937 pour son refus du stalinisme il est exclu du Parti par le comité directeur clandestin des internés avant son transfert à Ventotène en 1939.

C'est là qu'il écrit en 1941, avec son compagnon Ernesto Rossi, le Manifeste de Ventotène - Pour une Europe libre et démocratique qui sera publié clandestinement à Rome

en janvier 1944 quelques mois après la création à Milan en août 1943 du Movimento federalista europeo (MFE).

Secrétaire général du MFE jusqu'en 1962, puis délégué général de l'Union européenne des fédéralistes, il fera un bref passage dans la vie politique italienne en tant que chef de cabinet de Pietro Nenni, ministre socialiste des affaires étrangères, avant d'être de 1970 à 1976 membre de la Commission de Bruxelles.

En 1976 il accepte d'être élu comme indépendant de gauche sur les listes du Parti communiste italien aux élections législatives puis au Parlement européen où il sera réélu deux fois.

A partir de 1981 il anime la Commission institutionnelle

du Parlement européen et le Club du crocodile qui rédige un projet de Traité d'Union européenne qu'il fait adopter par cette assemblée (238 voix pour, 31 contre et 93 abstentions) le 14 février 1984.

A ses funérailles, qui réunirent à Rome l'ensemble du monde politique italien et européen, il apparut clairement qu'il était l'égal des principaux pères de la construction européenne, de Konrad Adenauer, d'Alcide De Gasperi et de Jean Monnet.

Comme nous l'écrivions en 1986 dans notre premier numéro suivant sa disparition sa mort n'allait pas modifier nos tâches mais accroître nos responsabilités.

Pédéchoses

Colloque JEF-UEF, Bruxelles, Juin 1996

L'Esprit d'Altiero Spinelli inspire toujours les fédéralistes

Dix ans après sa mort, l'esprit d'Altiero Spinelli est toujours présent chez les militants fédéralistes de toute l'Europe. Plus de 200 d'entre eux, dont de nombreux jeunes, venus de 25 pays et de nombreuses organisations, se sont rassemblés dans les locaux bruxellois du Parlement Européen afin de rendre hommage à l'un des pères fondateurs de l'Union Européenne.

Beaucoup d'entre nous à la JEF ne le connaissent que par l'enseignement de nos aînés à Ventotène ou par la lecture de ses discours et publications. Cependant, même si le grand public hors de son propre pays est hélas peu conscient de sa contribution, nous le reconnaissons comme étant l'un d'entre nous. En effet, il était avant tout un militant et non pas un politicien. S'il a été élu au Parlement Européen, il a utilisé son mandat afin de promouvoir ses idées, qu'il n'a jamais mis de côté au profit de considérations tactiques ou de politique politicienne à courte vue.

Même si son style est celui d'une autre génération, nous pouvons aussi nous reconnaître dans ses idées essentielles. L'État-nation ne doit pas demeurer la forme d'organisation politique ultime pour l'humanité, mais être seulement une étape vers un monde sans frontières.

Parmi les intervenants, hors de la JEF et de l'UEF, ont pris la parole Monsieur Marcelino Oreja et Madame Emma Bonino, membres de la Commission ainsi que Monsieur Antoni Gutierrez-Diaz, Vice-Président du Parlement Européen qu'il représentait.

Le colloque n'a pas seulement permis de commémorer le passé, mais aussi à préparer l'avenir. En effet, la Conférence Intergouvernementale ainsi que l'idée d'une constitution européenne étaient aussi à l'ordre du jour, car les enseignements de jadis doivent nous inspirer pour demain.

Valéry-Xavier Lentz, JEF-France

La vie des sections

FEYZIN (69)

Une Europe avec les citoyens

Dans sa note consacrée au " Dialogue national pour l'Europe ", Michel Barnier écrit: " rien n'est plus facile à entretenir à propos de l'Europe que les idées fausses, les caricatures démagogiques et les peurs irraisonnées. Rien n'est pire aussi pour l'Europe que le silence, l'absence de débat, l'impossibilité pour le citoyen de prendre la véritable mesure des enjeux. Informer, débattre, est donc l'essentiel, sur un sujet parfois complexe mais crucial pour l'avenir de notre pays, (...) le dialogue sera le plus décentralisé possible et reposera sur une multiplicité d'initiatives prises au niveau local. C'est de l'engagement de chacun que pourra naître un débat véritable, vivant et ouvert, à l'image de l'Europe ".

Voilà de bien belles paroles qui rejoignent notre philosophie et l'action que nous entreprenons inlassablement dans notre commune, bien souvent dans l'indifférence, voire l'hostilité, de certains acteurs politiques. Nous pensons que c'est bien la commune, cellule de base de la démocratie, proche des gens, qui constitue le lien approprié à une telle démarche : information, formation, débat permanent, engagement du citoyen.

La CIG de 1996 :

Audition publique du Parlement européen : " à l'écoute des citoyens "

Il a reçu 230 organisations de la Société civile, les 26/27 février 96, dont l'UEF-Europe. Nous avons transmis à l'UEF les propositions de plusieurs associations et militants de Feyzin : citoyenneté, démocratie participative, subsidiarité et solidarité, information du citoyen, étrangers et intégration, Droits de l'homme, personnes âgées, champ social, éducation et civisme, institutions de l'Union.

Notre section locale était représentée par 3 personnes au sein de la délégation de l'UEF présente à la

manifestation européenne de Florence, en juin.

Le 9 mai, c'est la journée de l'Europe :

Nous étions associés à la célébration du 9 mai par la Municipalité, au square Jean Monnet, où se trouve une stèle devant le collège F. Mistral, à côté du Parc de l'Europe. La cérémonie s'est déroulée en présence d'élèves du Collège et des Écoles Primaires. Notre section a décerné un prix de " citoyenneté européenne " à un Feyzinois s'étant illustré par son engagement citoyen au service de tous, de la Commune à l'Union européenne. Ce prix porte le nom de Georges Saunier, en l'honneur de ce natif de Feyzin, récemment disparu, qui savait concilier attachement à ses racines locales, sens de l'universel, engagement européen. A cette occasion, le Président de la section a prononcé un discours.

Nous avons associé la communauté portugaise (7% du corps électoral) à cette manifestation. Une exposition " Panorama de l'Union européenne " s'est tenue à la bibliothèque municipale, du 11 au 25 mai, avec des permanences qui nous ont permis de dialoguer avec les Feyzinois et de diffuser de la documentation européenne et fédéraliste ; 300 personnes ont ainsi été sensibilisées, une classe de 4ème a travaillé une matinée (expo, débat) et une vingtaine de jeunes espagnols ont été accueillis, avec la fédération Léo Lagrange, dans le cadre du programme européen Leonardo.

Un débat public avec le club "Lire" de la bibliothèque a eu lieu sur le thème " Pourquoi l'Europe ? - Comment l'Europe ? - Pour qui l'Europe ? " Enfin, une sélection d'ouvrages a été acquise par la bibliothèque.

Une rencontre avec les animateurs du foyer des rapatriés (CEFR) a permis d'envisager des actions communes sur la citoyenneté.

L'engagement du citoyen :

Plusieurs membres de la section ont participé au collectif " Reprenons l'initiative ", avec une cinquantaine d'ONG et d'associations de solidarité, à l'occasion de la tenue à Lyon du G7 (ateliers " Préventions des conflits ", " Tribunal pénal international ", Sommet des 7 résistances).

Nous sommes intervenus auprès du Président de la République, du Premier Ministre, au cours de l'affaire des " Sans papiers " pour exprimer notre inquiétude sur la législation actuelle qui sépare des familles et augmente l'exclusion, pour leur demander d'écouter les médiateurs dont Stéphane Hessel était porte parole, pour réclamer un débat national public et serein, et souligner l'urgence d'une politique commune à l'Union européenne en matière d'immigration.

Le Président a participé le 23 juillet à Bruxelles, au Parlement européen, à la remise des prix de la " Compétition graphique pour l'Euro ", initiée par Sylvia Bourdon dès 1988. Ce concours, destiné à la création de l'image de l'Euro, pièce et billet, s'adressait aux graphistes et aux étudiants. Il a fait l'objet d'un référendum qui a vu plus de 1 million de citoyens " des 15 " choisir les projets. Cette initiative citoyenne a montré que la monnaie unique pouvait être comprise et acceptée de l'opinion publique. Un interview de Sylvia Bourdon a été réalisé.

Le Président est intervenu le 13 avril 1996, dans le cadre des sessions de formation de l'UEF - Rhône-Alpes " l'Europe entre nationalisme et fédéralisme ", sur le thème " l'engagement du citoyen ".

Projets immédiats :

L'information aux citoyens reste privilégiée, notamment par :
- des articles dans le bulletin municipal de la ville,
- un bulletin d'informations régulier à un réseau d'amis et sympathisants.

Pour le début de la saison 96/97, la section va privilégier :
- campagne d'information sur l'Euro, en lien avec l'Institut de l'Euro,
- débat permanent sur l'UE, afin de faire connaître les attentes des citoyens, au Ministre délégué, dans le cadre du " Dialogue national pour l'Europe ".

Informations

U.E.F. - Section locale
B.P.46 - Mairie
69552 Feyzin Cedex

ACTUALITE DU FEDERALISME

Dans le monde d'aujourd'hui sont à l'œuvre deux grandes tendances, apparemment opposées. La première est à la globalisation des marchés, des informations et des communications; la deuxième est à la récupération de la petite dimension, de la vie communautaire. La première ne requiert aucun commentaire. Elle est le produit des avancées de la technologie. Ses effets sont sous les yeux de tout le monde. Les causes de la deuxième sont moins évidentes, mais elles s'identifient en dernière analyse avec celles de la première. Il s'agit, d'un côté, du fait que l'augmentation du bien-être et le progrès technologique créent les conditions dans lesquelles de plus en plus de communautés locales peuvent s'enrichir de fonctions qui, auparavant, devaient être concentrées dans les grandes capitales, atténuant de la sorte l'opposition entre centre et périphérie et révigorisant la vie des villes et des régions. Et, de l'autre, du fait que les tendances à la globalisation affaiblissent les structures étatiques traditionnelles, qui ne sont plus en mesure de les maîtriser, et par cela même réveillent des identités que l'Etat-nation avait étouffées et libèrent des énergies au niveau local que l'Etat-nation, au faite de sa puissance, empêchait de s'exprimer. Il faut remarquer à ce propos que, en Europe comme ailleurs, la tendance à la globalisation porte en soi un potentiel énorme de libération de la richesse culturelle qui est enracinée dans son histoire et dans la diversité de son territoire. La tentative de certains hommes politiques européens de présenter le dépassement de la souveraineté nationale comme le sacrifice de la spécificité des "cultures nationales" est fondée sur une idée fautive. C'est le contraire qui est vrai. Les "cultures nationales", une fois libérées du carcan de la souveraineté, qui fait d'elles des instruments du pouvoir, apparaîtraient dans toute la richesse de leur diversité.

Mais les tendances spontanées de l'économie et de la société doivent être gouvernées par la politique dans un cadre institutionnel approprié. Faute de quoi elles dégénèrent. La mondialisation des problèmes ne produit pas automatiquement un nouvel ordre mondial; faute d'un gouvernement elle produit le désordre et le chaos. L'interdépendance en tant que telle ne fait que globaliser les dangers et les catastrophes: en sont témoins les crises financières mondiales qui se répètent, les problèmes causés par les migrations de masse, la généralisation des conflits, la diffusion des épidémies. De la même manière la tendance à la récupération des identités et des allégeances locales, faute d'un cadre institutionnel approprié, dégénère nécessairement en des mouvements de désagrégation des espaces de solidarité que sont les Etats, en repli sur soi et en provincialisme culturel, voire en intolérance et en agressivité face à la diversité, jusqu'à l'atrocité du nettoyage ethnique.

Le fédéralisme est la réponse politique et institutionnelle à ces tensions et à ces contradictions, qui permet de concilier les deux tendances apparemment contradictoires dont nous avons parlé, et d'en faire deux aspects complémentaires d'une seule grande étape du processus d'émancipation de

l'humanité. Le fédéralisme est une formule institutionnelle qui permet de réaliser la démocratie sur plusieurs niveaux, qui sont en même temps indépendants l'un de l'autre dans leurs sphères respectives et coordonnés entre eux. Le fédéralisme présente deux aspects indissociables. Le premier est l'élargissement de la solidarité étatique. C'est Kant qui a formulé ce concept pour la première fois. Kant se place dans la droite ligne des théoriciens de l'Etat qui l'avaient précédé, et qui avaient vu que le rôle de l'Etat est de rendre possible le dépassement de l'état de nature entre les individus, dans lequel l'absence de tout pouvoir, et par conséquent de tout droit et de toute instance dépositaire à la solution pacifique des conflits, est à l'origine de la guerre de tous contre tous et maintient de la sorte l'homme dans la condition de brute, ne pouvant développer ses dispositions plus proprement humaines car il est obligé d'exercer quotidiennement la violence, ou de se défendre de la violence des autres, pour assurer sa propre survie. L'instauration du pouvoir étatique met fin à cette condition en créant un espace de paix à l'intérieur duquel les hommes peuvent s'adonner au travail productif et produire le surplus qui permet l'éclosion des arts, des lettres, de la philosophie, de la science, l'humanisation de la religion et de la morale et l'affirmation progressive des valeurs civiques et des droits de l'homme. Toujours reste-t-il que l'Etat a deux visages. Il assure la paix à l'intérieur de ses frontières, mais au prix d'exercer la violence contre les autres Etats par rapport auxquels il se trouve toujours dans l'état de nature. Il est vrai que la naissance de l'Etat a représenté de toute manière un progrès décisif dans l'histoire de l'humanité, sans lequel les hommes en seraient encore au stade de la pierre taillée. Mais il est vrai aussi que la violence extérieure exercée par l'Etat a limité d'une manière grave l'espace de liberté des hommes, en a conditionné la vie et a empêché le développement de leurs dispositions, car la guerre, la violence extérieure, ne peut être séparée de la violence interne: elle pénètre la vie des hommes, infléchit les rapports entre les citoyens et le pouvoir, pousse l'Etat à la centralisation, dégrade la démocratie et introduit dans la vie politique une composante d'autoritarisme.

L'Etat est donc une entité contradictoire, en tant qu'il est en même temps l'agent de la paix à l'intérieur et de la guerre à l'extérieur. Mais la spécificité de la situation du monde au cours du XX siècle est que cette contradiction est devenue de plus en plus insoutenable. L'interdépendance toujours accrue au niveau mondial rend de plus en plus fragile la frontière entre violence extérieure et paix interne et de plus en plus étroit l'espace de liberté que l'Etat assure à ses citoyens. La preuve en est que, tandis que le XIX siècle a été l'époque des grandes révolutions libérale, démocratique et socialiste, le XX a vécu les fléaux du fascisme, du stalinisme et des deux guerres mondiales. Le problème que Kant envisageait dans "La paix perpétuelle", dont le deuxième centenaire tombe justement cette année, est devenu dramatiquement actuel. Il s'agit de mettre fin à l'état de nature dans les rapports entre les Etats en créant une république fondée sur un contrat social dont les parties ne soient plus les individus, mais les Etats eux-mêmes; et qui s'étende progressivement au monde entier. Pour que l'homme puisse développer ses dispositions, il est devenu désormais nécessaire de dépasser la souveraineté des Etats-nations et d'établir la primauté du droit non plus uniquement entre les hommes à l'intérieur d'un Etat, mais aussi dans les rapports entre les Etats, moyennant l'instauration d'un pouvoir global. Les déboires de l'ONU sont une démonstration éloquente de cette nécessité, toujours ressentie et jamais satisfaite, qu'il y ait un gouvernement du monde qui ne soit pas

assuré par l'hégémonie d'une ou de plusieurs superpuissances, mais qui soit l'expression démocratique de la volonté de paix de tous les peuples du monde.

Mais le fédéralisme présente une autre polarité sans laquelle son essence ne peut être comprise. En effet la démocratie internationale ne peut s'étayer que sur le consensus actif des citoyens. Si la démocratie internationale n'était que l'élargissement de l'orbite de l'Etat, celui-ci ne pourrait s'appuyer que sur des formes de consensus plébiscitaire, qui éloigneraient de plus en plus les citoyens du pouvoir et donneraient lieu, tôt ou tard, à des formes larvées ou manifestes de totalitarisme. C'est pourquoi le deuxième aspect constitutif de l'idée de fédéralisme est l'articulation de la démocratie en plusieurs niveaux d'auto-gouvernement, en même temps que l'est l'établissement de la démocratie internationale. Du reste il est indéniable que la démocratie a sa source au niveau local, où les hommes et les femmes passent la plupart de leur vie, éduquent leurs enfants, travaillent, entretiennent leurs amitiés, ont des rapports face à face avec leurs concitoyens. Ce n'est que dans le cadre de la communauté locale que la personnalité individuelle, qui est le lieu de la spontanéité et de la création, peut trouver l'humus indispensable à sa pleine éclosion. C'est là un des enseignements de Denis de Rougemont. Le fédéralisme présente alors, d'un côté, une polarité cosmopolite et, de l'autre, une polarité communautaire. Et, entre les deux, doit se

L'Europe sera donc le banc d'essai dans l'affrontement entre fédéralisme et nationalisme qui, au delà des nombreuses fausses oppositions qui divisent aujourd'hui les hommes à l'intérieur des nations, est le véritable enjeu historique de notre époque.

former toute une échelle de cadres de vie, d'allégeances et de niveaux institutionnels intermédiaires, allant du "pays" à la région, à la macro-région, à la nation, au continent, qui assurent les nécessaires contrepoids au pouvoir central et garantissent les conditions de l'autonomie des niveaux d'auto-gouvernement les plus petits. Ainsi le fédéralisme n'est pas seulement abolition de la souveraineté, mais aussi articulation du pouvoir sur différents niveaux territoriaux. Nous n'avons pas la possibilité de discuter ici en détail les instruments institutionnels moyennant lesquels cette articulation peut se réaliser. Il suffit de citer le principe du bicaméralisme fédéral à tous les niveaux (sauf le niveau de base, et donc depuis le "pays" jusqu'au niveau global) et l'exigence d'un système électoral permettant de capter la volonté politique qui se manifeste au niveau de la communauté locale et de la faire passer, à travers les différentes branches de la structure institutionnelle, jusqu'aux niveaux supérieurs sans la dénaturer et sans en faire la proie des médias et de la manipulation d'en haut.

Ce qui a été dit jusqu'à maintenant pourrait paraître abstrait à cause du fait que le pôle cosmopolite du fédéralisme, ainsi que son pôle communautaire, qui est indissociable du premier, ne peut se réaliser qu'au niveau mondial, et que la fédération mondiale est un but lointain, qui appartient plus au domaine des valeurs qu'à celui des objectifs politiques concrets. C'est plutôt l'Europe qui appartient à ce dernier domaine, bien que le combat pour la réaliser soit difficile. Mais l'Europe ne réalisera pas le dépassement définitif de la souveraineté. Elle naîtra du dépassement de la souveraineté des Etats-nations, mais elle rétablira la souveraineté au niveau européen. Elle sera un Etat souverain dans un monde d'Etats souverains; elle n'éliminera pas la guerre et la violence dans les rapports internationaux, et par cela même elle ne permettra pas le plein épanouissement de la communauté locale, qui est le bouillon de culture de la démocratie. Mais dans cette contradiction réside justement la capacité de l'Europe de jouer son rôle historique de vecteur du processus d'émancipation de l'humanité. La vocation universelle de l'Europe peut se mesurer en posant le problème de la légitimité de son pouvoir souverain. Il s'agit d'un problème qui ne se pose même pas pour les Etats-nations. Ceux-ci justifient leur existence en tant qu'expression politique d'un groupement défini par une "culture" commune, par une langue et des traditions communes, qui assurent son unité et le différencient des autres. Ceci n'est pas le cas pour l'Europe qui est une entité au sein de laquelle personne ne pourrait nier l'existence de plusieurs langues et de plusieurs cultures, même si c'est sur fond de valeurs communes. On ne peut penser à un mythe unificateur pour l'Europe, tel qu'il a existé pour les Etats-nations; on ne peut pas penser à une Europe-nation. En plus, il ne faut pas oublier que les frontières de la fédération européenne de demain sont tout-à-fait indéterminées: on peut penser à une Europe à six (ou même à cinq) tout comme on peut penser à une Europe à vingt-cinq ou à trente. Le fait est que l'Europe aura une légitimité uniquement dans la mesure où elle aura une vocation universelle. Son principe de légitimité s'identifie avec sa nature de premier pas dans le chemin du genre humain vers son unité politique qui, à son tour, est la condition de la pleine éclosion de la personnalité individuelle dans le cadre de la communauté locale.

L'actualité - et j'ajouterai l'actualité dramatique - du fédéralisme se mesure à l'aune du fait que dans les prochaines années l'Europe aura une chance réelle de franchir un pas décisif vers son unité fédérale. C'est le sort de l'humanité dans les prochaines décennies qui se joue dans les années 1996-1999 avec le passage à la troisième phase de l'Union monétaire et la Conférence intergouvernementale sur la révision du Traité de Maastricht. Si ces rendez-vous se soldent par un échec, le seul scénario que l'avenir nous laisse entrevoir est celui du retour des nationalismes, grands et petits, et donc du désordre politique et du sous-développement économique. L'Europe sera donc le banc d'essai dans l'affrontement entre fédéralisme et nationalisme qui, au delà des nombreuses fausses oppositions qui divisent aujourd'hui les hommes à l'intérieur des nations, est le véritable enjeu historique de notre époque.

C'est là le seul front politique sur lequel aujourd'hui il vaut la peine de s'engager.

Francesco Rossolillo

Appel des jeunes Européens au Sommet et à la CIG

Les jeunes ont droit à une Europe unie

Nous, représentants des jeunes Européens, réunis à Florence le 21 juin 1996, sommes fortement préoccupés par notre avenir dans une Europe où le chômage et l'exclusion sociale vont croissant, où le nationalisme et le racisme augmentent et où l'environnement est systématiquement détruit. C'est pourquoi nous revendiquons notre droit à une Europe unie, proche des citoyens et capable d'agir et nous demandons au Conseil européen et à la Conférence intergouvernementale d'accomplir un pas décisif dans le processus de l'unification européenne.

Les jeunes européens sont conscients du fait qu'un nombre croissant de problèmes requièrent des solutions européennes. Ni les États à eux-seuls, ni l'Union européenne actuelle ne peuvent résoudre les principaux problèmes de notre époque qui vont au-delà des frontières nationales et ont une dimension continentale et mondiale.

Pour réduire le chômage sur tout le continent et donner une nouvelle compétitivité à l'économie européenne, il est nécessaire de réaliser l'Union monétaire d'ici 1999 et de créer une politique économique européenne.

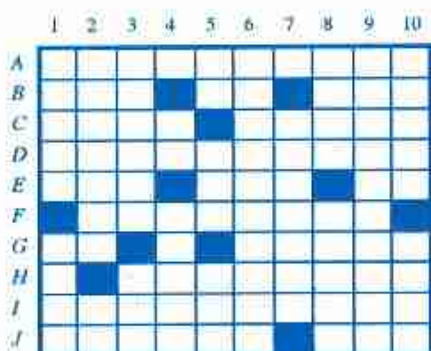
Pour sauvegarder l'environnement et garantir un niveau de vie décent aux nouvelles générations, il est nécessaire de mettre en place une réelle politique européenne de l'environnement et un nouveau modèle européen de développement. Pour garantir la paix et la stabilité sur le continent européen et dans le monde, une politique extérieure et de sécurité commune européenne est nécessaire. C'est le seul moyen de garantir que les politiques divergentes des États membres ne puissent faire obstacle à une action commune de l'Europe comme ce fut le cas lors de la tragédie de l'ex-Yugoslavie.

Une réforme institutionnelle dans un sens fédéral, basée sur les principes de la démocratie, de la subsidiarité et de la solidarité est urgente et nécessaire pour permettre à l'Union européenne de poursuivre son processus d'élargissement sans se diluer dans une simple zone de libre échange.

C'est pourquoi, nous demandons au Conseil européen et à la Conférence intergouvernementale :

1. de réaffirmer la volonté de réaliser l'Union monétaire d'ici le premier janvier 1999,
2. de réaliser une réforme institutionnelle dans un sens fédéral selon les principes de la démocratie et de la subsidiarité.
En particulier, nous demandons :
 - l'abolition du vote à l'unanimité au Conseil dans tous les domaines sauf dans le domaine constitutionnel;
 - que la procédure de la co-décision entre le Parlement et le Conseil soit étendue à toutes les compétences de l'Union, y compris pour la politique extérieure et la sécurité;
 - que le nouveau Traité prenne la forme d'une constitution comprenant une charte des droits civils et sociaux des citoyens de l'Union;
 - que soit permis aux États-membres qui le veulent d'approfondir et de renforcer leur intégration et de mener à son terme la réforme institutionnelle à caractère fédéral de l'Union;
3. que sur la base des points 1 et 2 soient réalisées les politiques capables de garantir à l'Europe un avenir de développement économique, de compétitivité et de sauvegarde de l'environnement.

FÉDÉMOTS par ERE



horizontalement

A/ Organe indispensable à la vie d'un fédéraliste. B/ Au cœur d'une belle fleur d'orient - ...et approuvé? - Posséda à l'endroit, élimine à l'envers. C/ A sa chambre à Londres - Au placard pour Gaillot. D/ Enfant (naturel?) de July. E/ Roi d'Israël, tout à fait méconnu, sauf par des

cruciverbistes. - Fameuse réserve nationale de bandes. Émilie l'accueille volontiers dans son lit, malgré ses débordements. E/ Emballée comme récemment une Chambre allemande. F/ De pique est mal fagoté - On aime les classer, surtout en ruines. H/ Pour des seins aminés, par exemple .. I/ Plus simplement : tancent. J/ Comme toute amande, sauf philippine - Hèle les faons.

verticalement

I/ Qualifie une ruminante qui malmène la promotion de Major - Son zouave fait le pont. 2/ Douze à la quinzaine... - All correct, pour un valeureux nordiste illettré. 3/ La dure apartheid y a été mise au ban - Quand trentaine le suit, il lui court après. 4/ A coudre ou à jeter - Des fédéralistes y défilèrent, des ministres s'y défilèrent - ils? 5/ Initiales pour établissement flambant .. vieux - Grande au Texas - Quand Descartes fait le poirier !. 6/ Synonyme indéniable pour fédéralistes. 7/ Péninsulaire qui nous botte. 8/ Ramses II succéda, c'est normal, au 1er - Le paludier y met le pied (même les deux). 9/ Sa commission était Delors, elle est désormais Santer. 10/ Précieuse experte pour des rapports complets - Cette en 34, jusqu'en 27.

Solution dans le prochain numéro